



Communiqué de presse

Insee Analyses

Rhône-Alpes

N° 42 – Novembre 2015

Contact presse :

Laure HÉLARY

04.78.63.26.96

laure.helary@insee.fr

Le 5 novembre 2015

La vulnérabilité énergétique plus répandue dans les territoires ruraux

L'Insee Rhône-Alpes publie une étude menée avec la **Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)** sur la vulnérabilité énergétique dans la région Rhône-Alpes. **Un quart des ménages rhônalpins sont en situation de vulnérabilité énergétique potentielle**, en raison de difficultés à faire face aux dépenses de chauffage ou de carburant pour les déplacements domicile-travail. En France métropolitaine, cette part est un peu plus faible (22 %).

On parle de **vulnérabilité énergétique** pour désigner la situation d'un ménage dont le poste de dépenses énergétiques « contraintes » (chauffage, eau chaude et déplacements) représente une part importante des ressources, mesurée par le « taux d'effort énergétique ».

Le seuil de taux d'effort énergétique (dépenses énergétiques « contraintes » rapportées aux ressources du ménage) au-dessus duquel un ménage est dit en situation de vulnérabilité énergétique est de 8 % pour le logement et de 4,5 % pour les déplacements.

En tête des territoires potentiellement les plus vulnérables en Rhône-Alpes se trouvent de très petites intercommunalités (moins de 20 000 habitants). Dans la Loire, elles comptent près de la moitié de ménages vulnérables. Viennent ensuite les petits territoires de l'Isère, la Savoie et l'Ain. Les ménages résidant dans les grands espaces urbains sont moins touchés, même si Saint-Étienne Métropole, avec 27 % de ménages concernés, contraste avec les autres grands pôles urbains de la région.

La vulnérabilité liée au logement frappe les populations pauvres et retraitées

17 % des ménages rhônalpins ont des difficultés à payer leur facture de chauffage, contre 15 % en France métropolitaine. Parmi eux, la moitié des ménages ont des revenus très modestes. Sont majoritairement concernées des personnes qui ne travaillent pas ou plus : retraités (43 % des ménages vulnérables) et sans profession (étudiants, inactifs). Cette population vulnérable habite le plus souvent (86 %) dans des logements construits avant 1974, donc susceptibles d'être mal isolés thermiquement, et près de la moitié se chauffe au fioul.

La vulnérabilité liée aux déplacements concerne surtout les actifs périurbains

La région Rhône-Alpes, densément peuplée, est un peu moins touchée par cette forme de vulnérabilité énergétique que la France métropolitaine (9,5 % contre 10,2 %). Les ménages affectés par la vulnérabilité liée aux déplacements sont beaucoup moins concentrés parmi les bas revenus que les ménages vulnérables face au logement. Ce sont les actifs qui sont surtout touchés : ouvriers (pour un tiers), professions intermédiaires, employés essentiellement.

Pour la Dreal de Rhône-Alpes, "la vulnérabilité énergétique est au cœur des politiques publiques. Cette méthode d'analyse permet de caractériser les ménages et les logements les plus exposés à la vulnérabilité énergétique, afin d'orienter l'action publique et d'alimenter les documents d'urbanisme, les Plans Climat Air Énergie Territorial (PCAET) et les Agendas 21."

Pour en savoir plus, lire la suite de la publication :

["La vulnérabilité énergétique plus répandue dans les territoires ruraux"](#)

Insee Analyses Rhône-Alpes n°42, novembre 2015